

Manifeste occitaniste

Ce texte est un manifeste. Il n'est pas un programme politique à proprement parler, même s'il liste en annexe un certain nombre de propositions. Il a pour but de rassembler des femmes et des hommes autour de ce qu'est l'occitanisme, qu'il soit qualifié de culturel ou de politique. Il a pour but de faire apparaître les idées principales que porte l'occitanisme.

L'occitanisme est une expression originale, à partir du territoire occitan, qui a pour ambition de tenter de trouver des réponses aux préoccupations qui sont celles de notre société en ce début de XXI ème siècle. Ces préoccupations sont sociales, économiques, écologiques et culturelles.

Au travers de leurs revendications actuelles, les occitanistes expriment la volonté qu'existent encore demain des occitans conscients de leurs spécificités, porteurs de leur langue et de leur culture ; qu'ils soient prêts à mettre ces éléments au service d'un développement de leur territoire, développement respectueux de la vie des femmes et des hommes, des droits des individus (droits écologiques, économiques, sociaux, culturels). Il s'agit donc bien d'un projet que l'on peut qualifier de politique au sens large. Il exprime une préoccupation quant à l'avenir de la cité, du local au planétaire.

L'uniformisation appauvrit

L'occitanisme est donc un phénomène politique qui conteste, notamment par son action sur le territoire occitan, le fait

que l'uniformisation des comportements, des cultures et des langues, puisse être un bien en soi. Cette uniformisation n'est pas la voie obligatoire pour parvenir à une société harmonieuse. Elle est même le contraire. La diversité des cultures, entretenue et voulue, est le meilleur rempart contre l'intolérance.

L'uniformisation des langues, des cultures et des comportements n'est pas inéluctable. Elle est le résultat d'un choix de société. Un autre choix peut être fait.

L'uniformisation culturelle est pour nous un facteur d'appauvrissement. Elle est souvent le produit d'une conception inégalitaire des cultures, des peuples et donc des individus. C'est elle qui est à l'origine de frustrations et participe ainsi à la naissance de phénomènes communautaristes dangereux.

La question que pose l'occitanisme est à la fois une question d'espace territorial et d'espace culturel. Son objet est donc bien politique.

Il pose cette question dans le cadre d'un monde où les communications entre les individus et les territoires ont considérablement changé en l'espace

d'un demi-siècle.

La réaffirmation que la langue et la culture occitanes participent à la diversité culturelle et linguistique du monde de demain est une des idées qui définit les axes d'action de l'occitanisme. L'occitanisme a une histoire. Il sait que son expression a été diverse selon les époques mais que la question de l'identité linguistique est ce qui lui donne son sens, sa constance.

Lieu de passage et d'accueil

L'occitanisme interroge à la fois plusieurs phénomènes qui affectent le territoire occitan, tels que l'urbanisation et la pression foncière ainsi que la dégradation de certains espaces ou de certaines ressources vitales (eau, air). Il interroge aussi la situation d'un territoire occitan qui a toujours vu des populations très diverses le traverser ou s'installer dans ses différentes régions. **L'occitanisme est naturellement sensible aux phénomènes migratoires qui se renforcent et qui nécessitent une capacité à accueillir et à intégrer plus forte. C'est une réalité qui met en jeu à la fois des capacités politiques, économiques et culturelles à accueillir/intégrer l'autre.**

Ces populations peuvent venir du Sud comme du Nord ou de l'Est. Le territoire occitan connaîtra dans les prochaines années une croissance démographique forte et celle-ci se fera en renforçant l'urbanisation notamment des régions

du sud-occitan. La croissance démographique se fera aussi en raison d'un phénomène accentué par le vieillissement de la population européenne. C'est un fait auquel le territoire occitan est déjà confronté depuis plusieurs années et qui pose des problèmes écologiques, économiques, politiques, sociaux et urbanistiques.

L'occitanisme ne peut ignorer ce phénomène et sa préoccupation est de faire en sorte que ce ne soit pas un facteur de destruction de l'identité culturelle occitane et de la langue. Il s'agit au contraire de faire de la langue et de la culture occitanes un facteur d'intégration permettant d'améliorer la capacité du territoire à vivre sans conflits cette réalité démographique.

Nous constatons que de grands projets de voies de communication (transpyréniens par exemple) sont en cours et que ces projets affectent le territoire occitan. Ce sont des voies de communication Nord-Sud qui s'appuient sur l'idée que les échanges entre l'Europe du Sud (voire l'Afrique du Nord) et l'Europe du Nord et de l'Est seraient voués à croître de façon exponentielle. Nous contestons cette vision des choses qui est une mécanique infernale, économiquement et écologiquement ruineuse. **Nous opposons à ces projets le principe de relocalisation de la production et donc du travail. Nous refusons que notre territoire serve de couloir pour le transport systématique de biens pouvant être produits localement. Nous refusons cette logique qui fait du Sud une**

réserve de main d'œuvre pas chère et un lieu de production qui serait écologiquement moins exigeant en raison de législations plus permissives.

Cette utilisation du territoire occitan n'est pas acceptable dans la mesure où elle est néfaste pour lui mais aussi pour les populations du Sud.

Décentraliser pour démocratiser

La question de la décision (qu'elle soit politique ou économique), de la façon et des lieux où elle se prend, fait partie de nos préoccupations.

L'occitanisme est donc un phénomène politique dans le sens où il considère que l'avenir du territoire, où a vécu et où vit la langue occitane, est dépendant de la façon dont la démocratie s'y exerce.

En ce sens l'occitanisme considère que la centralisation à la française est devenue plus que jamais un élément de blocage pour un développement durable, que ce soit sur le plan économique, social, culturel et linguistique.

Le centralisme est un élément de limitation de l'exercice de la démocratie.

Nous appelons donc de nos vœux des solutions pour des prises de décision décentralisées. L'occitanisme oeuvre en ce sens. Il prend acte de l'existence politique de l'Union européenne

considérant qu'elle est un espace pertinent pour que s'organise, sur le plan politique, un fédéralisme des régions d'Europe.

Le fédéralisme est pour les occitanistes un moyen :

– de prendre en compte des contraintes écologiques planétaires avec leurs conséquences économiques et sociales et de trouver des solutions adaptées aux différents territoires.

– d'améliorer l'organisation du pouvoir sur les territoires (en prenant en compte l'émergence d'une organisation continentale et d'une organisation mondiale) parce que l'organisation politique ne peut se limiter au seul pouvoir des Etats.

Le pouvoir des collectivités territoriales est un enjeu majeur pour les années qui viennent. Cela est d'autant plus vrai que les solutions aux grands problèmes de ce siècle (énergie, réchauffement climatique, ressource en eau, protection de la biodiversité, qualité de l'environnement...) ne peuvent être trouvées dans une démarche centraliste.

La diversité pour la démocratie

Si la question de la langue occitane et de la culture occitane est au centre des préoccupations de l'occitanisme, ce n'est pas

parce que défendre une langue et une culture serait un objectif en soi mais plutôt parce que la diversité des langues et des cultures est nécessaire au développement humain. L'idée s'impose peu à peu dans le monde que la diversité des langues et des cultures est une clé pour la construction d'un monde équilibré, où chacun pourra apporter sa vision de l'avenir à partir de sa culture, de sa langue, de son histoire, dans le respect des autres cultures.

L'occitanisme est un mouvement qui défend l'idée que les cultures et les langues de la planète sont interdépendantes dans leur vie et leur survie, qu'elles s'enrichissent mutuellement.

Le phénomène d'uniformisation qui guette la planète ne ferait, s'il arrivait à son terme, qu'appauvrir la capacité des hommes à inventer des solutions nouvelles de développement, adaptées à chacun des territoires et à chacune des situations.

Pour cette raison l'occitanisme dit : « **la lenga que parlam es patrimòni de l'umanitat** » (la langue que nous parlons est patrimoine de l'humanité) , au même titre que toutes les autres langues et cultures.

La question linguistique est une question politique dans la mesure où la vie des langues, leur protection, leur respect, influe sur les moyens dont les citoyens disposeront pour entretenir la diversité nécessaire à la démocratie.

La langue occitane est le

marqueur d'un territoire, le socle d'une culture ouverte. Elle n'est pas la propriété des occitans nés sur ce territoire mais de tous ceux qui y vivent. Elle est sous la responsabilité de tous, y compris de ceux qui ne la parlent pas. Une langue n'appartient pas à ses seuls locuteurs mais ces derniers doivent être assurés de pouvoir l'utiliser, la développer et la transmettre.

Développement équilibré

La langue est dépendante de la vie d'un territoire. On ne peut imaginer qu'elle survive dans un désert économique, social et écologique. C'est pour cette raison que l'on affirme à nouveau que l'occitanisme a des préoccupations politiques.

Le fameux slogan « **viure e trabalhar al país** » annonçait à son époque la nécessité de rechercher des modèles économiques permettant un développement équilibré des territoires et une répartition équilibrée des décisions qui affectent la vie économique. Les décisions en cette matière doivent aussi être décentralisées.

L'engagement occitaniste est aussi une réflexion sur l'économie. Un développement équilibré des territoires, une répartition équilibrée des emplois, un maillage de transports de qualité répondant à la nouvelle donne énergétique, sont indispensables.

La seule vocation touristique de

certaines zones du territoire n'est pas plus acceptable aujourd'hui qu'elle ne l'était hier.

La recentralisation qui s'opère depuis quelques années en matière de transports n'est que l'application en ce domaine de la recentralisation politique et du renforcement de la centralisation économique.

Le territoire occitan n'a pas vocation à être uniquement tourné vers Paris mais doit pouvoir se tourner aussi vers d'autres métropoles, notamment celles qui sont au Sud et à l'Est comme Barcelone, Madrid, Milan, Saragosse, Bilbao. Le refus de mettre en place des moyens de communication et de transport modernes transversaux Est-Ouest avec la priorité donnée aux investissements nord-sud (TGV-LGV) est un élément de fragilisation de certaines régions occitanes.

Responsabilité

La décentralisation française n'a jamais été ambitieuse et son manque d'ambition est d'autant plus criant aujourd'hui qu'il devient un handicap. A l'heure où les régions se révèlent comme les territoires les plus pertinents pour la mise en place d'un développement social, économique et écologique équilibré (énergie, transports, santé...), la France résiste à la décentralisation.

Nous sommes favorables à ce que l'on appelle le fédéralisme différencié. Il s'agit de tenir compte de la diversité des

situations et de la diversité des territoires tout en prenant les décisions politiques au plus près des citoyens.

Nous sommes favorables à une capacité de décision politique des régions qui aille jusqu'à la compétence législative, ce qui est assez courant en Europe.

Le système fiscal français prive les collectivités du territoire occitan (et d'ailleurs) de toute ressource propre et donc les désresponsabilise d'un point de vue politique. Cette fiscalité d'Etat, doublée d'une distribution de « dotations » et autre répartition souvent appelée à tort « péréquation », est un facteur de dépendance des collectivités vis-à-vis de l'État central, ce qui les paralyse et n'améliore pas la qualité de la démocratie représentative des territoires.

Une autre croissance

La centralisation politique se double d'une centralisation économique Cela aussi est un facteur de fragilité qui crée une dépendance vis-à-vis de décisions prises ailleurs (hors du champ politique par des groupes financiers ou industriels) sur des critères qui ne sont que ceux de la rentabilité immédiate.

Il va de soi que nous n'acceptons pas l'idée d'une régulation de l'économie par les seuls marchés. Cette croyance nous a menés à la crise que nous connaissons aujourd'hui. Cette crise est profonde et ce n'est pas

en espérant un retour d'une croissance à l'ancienne que l'on peut espérer la résoudre. Il est maintenant clair que cette croissance ne reviendra pas et quand bien même le pourrait-elle ce ne serait pas souhaitable. Il faut en inventer une autre basée sur le mieux et non sur le plus. Plus clairement le développement de demain doit se construire sur l'amélioration des conditions de vie de tous, et en priorité des plus défavorisés. Il ne faut plus laisser croire qu'il ne s'agit que d'un problème de consommation de biens et d'augmentation de notre capacité à produire et à consommer. **L'amélioration de la satisfaction des besoins sociaux, combinée à une conversion de l'économie vers une utilisation sobre des ressources naturelles, est une base pour une croissance nouvelle.**

Décentraliser la parole

La centralisation est aussi médiatique. L'espace occitan est pauvre en ce domaine. C'est un élément qui n'aide pas à la vitalité de la langue et de la culture occitanes. Il est aussi un élément de la disparition du lien social dans certaines régions et de l'incapacité de penser des solutions aux problèmes hors de l'intervention du centre.

La centralisation médiatique est un moyen pour le centre d'imposer à la périphérie à la fois ses valeurs et ses solutions.

Il est illusoire de prétendre développer de façon équilibré nos territoires si ceux-ci ne disposent pas de la capacité à participer à l'échange d'informations à l'échelle planétaire.

Ces territoires n'existeront plus s'ils ne peuvent pas disposer des moyens de participer à l'imaginaire collectif, donc à la réflexion sur le monde de demain.

Diversité biologique et culturelle

Diversité culturelle et diversité biologique sont intimement liées. La légitime préoccupation actuelle de l'humanité quant à sa capacité à préserver la diversité biologique sur la planète ne peut être dissociée de la question de la diversité des langues et des cultures. De grands équilibres écologiques ont été rompus par l'homme et chaque fois cette rupture a été précédée par une rupture d'équilibre culturel.

La préservation d'espaces, vitaux pour l'humanité, la préservation d'espèces animales et végétales, vitales aussi pour l'humanité, ne peut être dissociée des questions culturelles et linguistiques. La façon dont les hommes ont modelé des paysages, et donc créé des équilibres, est un élément culturel.

Compte tenu de ces éléments, l'occitanisme se doit de s'organiser en tant que force de proposition politique. Il doit considérer que la gestion au quotidien des affaires publiques est l'affaire de tous et pas des seules organisations reconnues

comme légitimes par le centre. En conséquence il considère comme nécessaire l'existence de forces politiques se réclamant de l'occitanisme, oeuvrant unies sur les principes énoncés dans ce

manifeste, ou pour le moins de façon convergente, afin d'en faire les éléments du débat politique sur le territoire occitan.

Tous ces éléments font que nous sommes prêts à nous rassembler autour des objectifs suivants :

Changer un État hyper centralisé qui le rend inefficace et inégalitaire

— Nous sommes pour un pouvoir délégué aux régions. Nous sommes pour que ces régions dispose d'un pouvoir large donc pour une République fédérale dans une Europe fédérale. Nous sommes attachés à la mise en place de collaborations entre les régions occitanes notamment dans le domaine linguistique et culturel qu'elle partagent. Mais ces collaborations se justifient aussi en d'autres domaines (transports, agriculture, eau, protection de la biodiversité, énergie, tourisme...).

— Les pouvoirs des régions peuvent s'exercer dans les domaines aussi variés que l'éducation, la santé, l'énergie, la culture, le tourisme, l'emploi, la protection des espaces naturels, l'agriculture...

— Nous sommes favorables à la création d'une Assemblée des Régions à la place du Sénat actuel.

— Nous sommes favorables à une extension des pouvoirs du parlement européen et à la création d'un gouvernement européen, constitué de façon démocratique, et responsable devant le parlement.

— Nous sommes favorables à la création d'une deuxième chambre européenne représentant les régions.

— Nous sommes favorables à ce que les régions gèrent directement les crédits européens.

— Nous sommes favorables à la suppression des départements.

— Nous sommes favorables au système proportionnel dans les élections à quelque niveau que ce soit. C'est la seule façon d'arriver à la parité hommes/femmes. Nous sommes pour la limitation du cumul des mandats sur le principe de : 1 élu(e) - 1 mandat. Cela s'accompagne de la révision du statut de l'élu(e).

— Nous sommes favorables à une révision complète du système fiscal français qui prive les collectivités de fiscalité propre et donc les déresponsabilise. Une répartition juste de la fiscalité pourrait être: 60% aux Collectivités locales, 30% à l'Etat, 10% à l'Europe.

— Nous sommes pour la Ratification de la Charte Européenne des langues régionales ou minoritaires.

— Pour une révision de la constitution et de son article 2 qui devra intégrer la reconnaissance des langues territoriales .

— Nous demandons un statut pour les langues territoriales leur reconnaissant le droit au développement et bâti sur le principe que la diversité linguistique est un bien collectif et une nécessité démocratique.

— Nous sommes favorables à la création de banques régionales publiques de dépôt qui permettront de financer les PME, PMI et TPE.

— Nous sommes pour la possibilité de créer des sociétés régionales d'économie mixte régionales dans les domaines des médias, de l'énergie, des services à la population.

— Nous voulons une sortie du nucléaire dans les délais les plus brefs. Nous estimons qu'il y a un rapport clair entre l'existence d'un pouvoir autonome des régions et la capacité à mettre en place des politiques énergétiques alternatives, (production d'énergie et économie d'énergie).

— Nous sommes pour la mise en place urgente d'une politique d'urbanisme qui aura pour souci premier d'économiser l'espace et de permettre la limitation des déplacements domicile-travail et domicile-approvisionnement.

— Nous voulons la mise en place de circuits courts de distribution.

— Nous souhaitons favoriser une agriculture paysanne respectueuse de l'environnement et de la santé des consommateurs. Cela s'accompagne de la création de zones de production proches des villes. Cela nécessite

une politique de préservation du foncier.

— Nous sommes pour le développement du rail pour le transport des marchandises et des voyageurs. Nous ne privilégions pas la vitesse mais mettons l'accent sur la fiabilité, la sécurité et le confort.